ASSEMBLÉE NATIONALE

30 novembre 2017

PLFR POUR 2017 - (N° 384)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 317

présenté par

Mme Le Pen, M. Bilde, M. Chenu, M. Pajot, M. Aliot et M. Collard

ARTICLE 13

I. – À l’alinéa 59, substituer au mot :

« moitié »

le mot :

« totalité ».

II. – En conséquence, à l’alinéa 60, procéder à la même substitution.

III. – En conséquence, supprimer les alinéas 66 à 74.

IV. – En conséquence, supprimer les alinéas 76 à 78.

V. – En conséquence, à l’alinéa 89, substituer aux références :

« 1383 F, 1463 A et 1466 B »

les références :

« 1383 F et 1463 A ».

VI. – Compléter cet article par l’alinéa suivant :

VII. – La perte de recettes pour l’État est compensée à due concurrence par la création d’une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement propose de rendre l'exonération de CFE obligatoire et totalement prise en charge par l'État ; les collectivités n'ayant pas les moyens de payer la moitié de l'exonération, elles ne pourraient de facto pas la mettre en place, ce qui diminuerait l'effet de cette mesure.